

Mérite et parité

Si elle méritait d'être révisée ne serait-ce que sur un point, la Constitution devrait inclure la parité hommes-femmes au rang des constantes nationales et des mythes fondateurs de l'Etat algérien.

L'Enquête algérienne sur la santé de la famille, menée en 2002, en collaboration avec la Ligue des Etats arabes et l'Office national des statistiques, ainsi qu'une comparaison avec les résultats de la Tunisie et de la Syrie (2001), donne des résultats édifiants sur les ravages du machisme, de la misogynie et des injustices commises à l'endroit des femmes dans nos pays. Dans le même temps, elle appelle à nuancer les comparaisons s'agissant d'une sphère plutôt homogène. Avec un Indice synthétique de fécondité estimé à 2,4 enfants par femme en moyenne nationale (2,1 en strate urbaine et 2,7 en rural), l'Algérie est en position médiane comparativement à la Tunisie souvent consacrée comme modèle de transition démographique relativement avancée – avec un ISF de 2,1 enfants par femmes (1,9 en zone urbaine et de 2,5 en rurale), d'une part, et à la Syrie qui enregistre un certain retard – 3,4 enfants par femme (3,4 urbain et 4,4 en rural), d'autre part.

L'âge moyen au premier mariage reste élevé aussi bien chez la femme que l'homme, en Algérie en se situant à 33,2 ans pour l'homme et 29,7 ans chez la femme, se situant quasiment au même niveau qu'en Tunisie où il est de 32,9 ans. Pour la Syrie il se situe à 28 ans.

Par contre, le taux de divorces chez les femmes est cinq fois plus élevé en Tunisie qu'en Algérie (7,1% contre 1,6%), alors qu'il n'est que de 0,5% en Syrie.

Le taux de prévalence contraceptive toutes méthodes confondues est estimé à 63% des couples en âge de procréer en Tunisie ; à 57,1% en Algérie et à 46,6% en Syrie. Le taux d'utilisation des méthodes modernes (contraception hormonale, stérilet et méthodes barrières) est légèrement plus élevé en Tunisie qu'en Algérie (53% contre 51,8%). La Syrie enregistre un niveau nettement inférieur à 35,1%.

En Tunisie, la proportion des consommateurs actuels de tabac d'âge de 15 ans et plus, tous types confondus, est de 26,6% (49,4% chez l'homme et 4,1% chez la femme).

En Algérie, la proportion de la population actuellement fumeuse est de 20% (39,1% chez l'homme et 0,9% chez la femme). En Syrie, ces proportions sont respectivement de 26,2% (43,4% chez l'homme et 8,0% chez la femme).

Ainsi, le tableau est plus contrasté, et les valeurs moins affirmées, que ne l'indiquent les idées longtemps colportées en faveur du modèle tunisien de «féminisme d'Etat» dont on s'assure de mieux en mieux son caractère de «trompe-l'œil».

A défaut de laïcité, par delà les provocations, notre respectable voisin a plutôt développé un projet politique fondé sur un contrôle étroit de la sphère religieuse par l'Etat, avec ses corollaires l'assujettissement du religieux et la fonctionnarisation du culte.

S'agissant des femmes, on accorde souvent au régime tunisien la paternité d'une innovation majeure intervenue trois mois après l'indépendance : la promulgation du CSP, un code voulu en rupture formelle avec le droit musulman tel que pratiqué antérieurement, s'agissant de l'égalité face à l'héritage, de la répudiation

(remplacée par une nouvelle procédure de divorce), de la polygamie ou du tutorat matrimonial (tous deux abolis), en dehors d'autres droits accordés aux femmes : travailler, se déplacer, ouvrir des comptes bancaires ou créer des entreprises sans l'accord préalable de l'époux. Une étude anthropologique du droit et de la pratique judiciaire nuancerait fortement l'appréciation de la situation en Algérie. Ce qui ne justifie naturellement pas qu'il faille s'en contenter.

Avec le recul du temps, on se surprend à douter de la pérennité de ces bien maigres acquis : «Cette politique paraît bien être un «féminisme d'Etat», dans la mesure où ce dernier assumait un programme de promotion féminine, visant à rattraper, de façon autoritaire et volontariste, la condition des femmes dans les pays occidentaux. Cependant, un féminisme d'Etat impliquerait que la promotion de la condition féminine ait été au cœur du projet politique. Or, le CSP n'était en réalité qu'une partie du projet «modernisateur» du régime. Son interprétation comme législation féministe intervint plus tardivement (...) Autre limite, l'esprit dans lequel ce combat pour la promotion de la femme était mené ne peut être dit féministe, même si les visages du féminisme sont multiples. En effet, tout en prétendant mettre à égalité hommes et femmes, Bourguiba ne remit jamais en cause la tradition et l'interprétation patriarcale de la religion.»

Si bien, qu'en bout de course, «l'égalité fut plus célébrée dans les discours que dans la loi elle-même» ou encore dans une pratique judiciaire qui, dans la décennie 1980, sous la poussée conservatrice, a «pu subvertir la législation».

La réislamisation progressive par le haut entreprise par les nouveaux régents benalistes du pays, grosses fortunes fraîchement constituées, au début des années 2000 visait à contrer l'opposition de gauche par une alliance avec les partis et les milieux religieux. Elle trouve, en partie, son aboutissement dans la «révolution des jasmins» qui n'a pas encore décliné ou déroulé tous ses effets.

L'auteur de l'étude conclut : «Par-dessus tout, c'est la confusion entre laïcité et sécularisation, ou encore la place accordée à certains symboles, comme le voile, qui ont pu donner l'illusion, flatteuse, que cet Etat avait adopté les combats des Etats occidentaux, pris leurs sociétés comme modèle, et s'apparentait à eux comme aucun autre Etat arabe.» Ce faisant, l'Occident occultait la voie autoritaire et répressive choisie par le régime.

Au contraire de l'émancipation de droit, les Algériens semblent avoir opté, dans la durée, pour une voie soft, de fait. On observe d'ailleurs les mêmes logiques au Maroc où active depuis quatre ans avec un certain succès le «Mouvement du tiers des sièges élus des femmes... vers la parité» qui regroupe aujourd'hui plus de mille associations à travers tout le pays. Plus fondamentalement, bon an mal an, 60 à 70% des lauréats du baccalauréat sont des femmes. L'éducation, la santé, la justice, l'université et le monde des affaires connaissent une irruption remarquée, dominante, des femmes. Dans l'éducation, elles dépassent les 50% des effectifs.

Il en est de même dans la santé, où leur participation est de 58%. Dans la sphère judiciaire ou extra-judiciaire, la justice, plus de 54% des femmes issues de la



Par Ammar Berlhimer
Ambelhimer@hotmail.com

faculté de droit exercent en qualité de notaires. Dans le monde des affaires, les perspectives sont encore plus prometteuses : plus de 64% des bénéficiaires de prêts de l'Agence nationale de la gestion du microcrédit, Angem, sont des femmes. Elles sont déjà environ 6 000 femmes gérantes d'entreprises. La sphère politique ne suit cependant pas ces progrès : seules 30 femmes occupent la place de députée au Parlement et 5 autres au Conseil de la nation. Le nombre de P/APC, walis ou ministres femmes se compte sur les doigts d'une seule main. Une honte. C'est pourquoi, le mérite et la parité (en général ils vont de paire) gagnent à être inscrits au rang des fondamentaux et des constantes. Ce n'est pas un signe de modernité. C'est un acte de survie.

A. B.

(*) Augustin Jomier, *Laïcité et féminisme d'Etat : le trompe-l'œil tunisien*, in la vie des idées.fr

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Faut arrêter de chercher des cheveux dans la tête des poux !

Abdekka est apparu plus en forme à Tlemcen que lors de son dernier discours à la télé. Une information confirmée par l'agence de presse...

... EPO

La nouvelle a fait le tour de tous nos villages et villes. Il faut dire que les envoyés spéciaux à Tlemcen, les consœurs et confrères qui ont couvert la visite d'Abdekka dans cette région, ont tous rapporté la même info : «Le président a dû écourter sa tournée tlemcénienne et rentrer sur Alger.» Du coup, ce matin encore, vous vous retrouvez avec, dans vos journaux, des papiers qui tentent de comprendre les dessous de cet «écourtage» de visite officielle. Pourtant, dans les faits, une multitude de raisons tout à fait anodines, banales, bêtes à chialer même, peuvent expliquer que le chef de l'Etat rentre plus tôt que prévu au Palais. Ainsi, il se peut que ce soit le chauffeur de Boutef qui ait imposé ce retour précipité, les demi-finales de la Coupe d'Algérie de foot se jouant hier lundi, et lui, en plus d'être chauffeur présidentiel, s'occupant aussi de chauffer les tribunes de supporters de l'une des équipes en lice. Ce qui, au passage, prouve au moins une chose. Contrairement à ce qui se dit un peu partout, Abdekka ne contrôle pas tout, n'a pas la main sur tout. Le parc auto de la Présidence semble lui échapper. Dans le même ordre d'idées, on peut aussi supposer que c'est la maison Mercedes, firme équipant El-Mouradia, qui a exigé que le véhicule soit présent

au garage central dimanche en fin de journée pour la révision des 30 000 kilomètres, faute de quoi la garantie constructeur sautait purement et simplement. Et ce n'est pas un cliché que de rappeler le sérieux et l'intransigeance légendaires des Allemands en matière de respect des dates, du kilométrage et des contrats de maintenance en général. De manière plus personnelle, on peut aussi supposer que le chef de l'Etat avait pris l'engagement ferme auprès de son teinturier de passer lui-même au pressing du Golf récupérer ses vêtements, la date limite de retrait figurant sur le bon d'enlèvement stipulant bien «Dimanche 17 avril, dernier délai. Aucune réclamation ne pourra être faite au-delà». Le patron du pressing n'est peut-être pas allemand, mais il paraît qu'il n'en est pas moins très à cheval sur les dates, lui aussi. Comme vous pouvez le constater, il y a des milliers de raisons qui peuvent expliquer le retour plus tôt que prévu d'Abdekka à la maison. Sans chercher absolument à y voir un signe de grave tension dans le sérail, de manœuvres dangereuses dans les couloirs du Palais en l'absence du châtelain ou pis, de tenter de déceler à travers ce chamboulement de programme officiel des problèmes de santé qui auraient soudain dégénéré. Non ! Abdekka va bien. Il va même très bien. C'est Belkhadem qui me l'a dit. Et j'ai confirmé l'info avec Soltani. Qui la tient lui-même d'Ouyahia. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

Media player (MKV (HD), DivX 3/4/5, Xvid (MP3, PCM), MP3, JPEG, ...).

Connecteur multilingue et Harmoniser WITH all OSes

Lecteur de carte embarqué

Résolution Full HD 1080p

Fonction PVR et Time shift

Avec **BM-SMART** plus besoin d'un pc pour Naviguer sur internet !

Système LINUX embarqué.

Explorateur Youtube ET Navigation Web.

Double tuner.

Afficheur VFD AVEC 2 ports USB 2.0

IPTV ET Client FTP.

Récepteur satellite numérique

Garantie 5 ans

Stream System

Pour plus de renseignements contactez : Centre : 021 92 03 06 / Est : 030 72 15 31 / Ouest : 041 43 47 67 site internet : www.streamsystem.com et www.bomarecompany.com